



PREFET DU MORBIHAN

AGENCE REGIONALE  
DE SANTE BRETAGNE  
Délégation départementale  
du Morbihan  
Pôle santé environnement

**Arrêté préfectoral modificatif de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2005 portant  
déclaration d'utilité publique des prélèvements d'eau pour l'alimentation en  
eau potable du SIAEP de SAINT AVE MEUCON à partir des captages de  
Kerbotin et Lihanteu en SAINT AVE  
et de l'établissement des périmètres de protection de ces ouvrages**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique (et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-10, R.1321-1 à R.1321-63);

Vu l'arrêté du 29 mai 1997 relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, modifié par les arrêtés du 24 juin 1998, du 22 août 2002 et du 16 septembre 2004 ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, 15 et 16 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à 12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 septembre 2011 fixant la liste des laboratoires agréés par le ministère chargé de la santé pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux ;

Vu la circulaire DGS/VS4 n° 99/217 du 12 avril 1999 relative aux matériaux utilisés dans les installations fixes de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, modifiée par la circulaire DGS/VS4 n°2000/232 du 27 avril 2000 ;

Vu les circulaires du 7 mai 1990 et du 28 mars 2000 relatives aux produits et procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mars 2005 portant déclaration d'utilité publique des prélèvements d'eau pour l'alimentation en eau potable du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Saint Avé Meucon à partir des captages de Kerbotin et Lihanteu en Saint Avé et de l'établissement des périmètres de protection de ces ouvrages ;



Vu l'arrêté préfectoral du 15 février 2017 fixant les dispositions applicables, dans le département du Morbihan, à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages d'eau souterraine ;

Vu le dossier déposé le 21 avril 2017 par le président du syndicat Eau du Morbihan en application de l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine ;

Vu les avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, du 8 août 2016 et du 15 mars 2003 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 8 juin 2017

Considérant qu'à l'analyse des caractéristiques hydrodynamiques des ouvrages et de la nappe et des résultats des essais de pompage, il convient de redéfinir les modalités d'exploitation prévisionnelle des ouvrages de Lihanteu et de Kerbotin ;

Considérant que la qualité de l'eau brute, prélevée dans le nouveau forage SRA 9 de Lihanteu à Saint Avé, nécessite un traitement afin que l'eau distribuée soit conforme aux exigences de qualité réglementaires ;

Sur la proposition du directeur de l'agence régionale de santé Bretagne ;

#### ARRETE

Article 1 : Monsieur le président du syndicat de l'Eau du Morbihan est autorisé à utiliser pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine et à distribuer après traitement l'eau des puits et forages implantés sur les sites de Kerbotin et Lihanteu sur la commune de Saint Avé dans les conditions définies par l'arrêté préfectoral du 2 mars 2005 et qui sont modifiées comme suit.

Article 2 : Les dispositions du deuxième alinéa et du tableau de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2005 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le volume maximal qui pourra être prélevé par pompage ou de façon gravitaire est de 42 m<sup>3</sup>/h pour les ouvrages de Kerbotin et de 65 m<sup>3</sup>/h pour les ouvrages de Lihanteu, dont le détail est donné dans le tableau suivant pour les différents ouvrages :

Ouvrage de captage	Volume journalier maximum en m <sup>3</sup> /j	Débit horaire maximum en m <sup>3</sup> /h	Rabattement maximum de la nappe dans l'ouvrage par rapport au sol (en mètres)
Puits de Kerbotin	720	30 gravitaire	
Forage SRA 5	100	5	- 29 m
Forage SRA 8	150	7	- 45 m
Puits de Lihanteu (total)	1200	50 gravitaire	
Forage SRA 6	0	0	Abandon
Forage SRA 9	300	15	- 38 m

Article 3 : Les prescriptions de l'article 5 sont applicables au périmètre de protection immédiate du nouveau forage SRA 9 implanté sur la parcelle cadastrale AI 6. La clôture du périmètre immédiat du forage SRA 9 pourra être réduite à un carré de 5 m par 5 m centré sur l'ouvrage.

La prescription relative à la création d'un fossé le long de la voie communale n° 201 est abrogée.

Article 4: La vérification de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine sera assurée conformément à l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R 1321-10, 15, 16 du code de la santé publique.

Les prélèvements seront effectués par l'Agence Régionale de Santé Bretagne ou son mandataire et confiés à un laboratoire agréé pour le contrôle sanitaire des eaux d'alimentation. Les frais de prélèvements et d'analyses seront supportés par l'exploitant.

L'exploitant sera tenu de surveiller en permanence, la qualité de l'eau produite conformément aux dispositions prévues à l'article R.1321-23 du code de la santé publique.

Les différentes observations, enregistrements et résultats d'autocontrôles, tant sur les aspects quantitatifs que qualitatifs, seront tenus à la disposition du service en charge du contrôle sanitaire.

Tout projet de modification des installations, de la filière de traitement ou des conditions d'exploitation doit être porté à la connaissance du préfet qui consultera l'Agence Régionale de Santé afin d'actualiser en tant que de besoin la présente autorisation.

Article 5 : Monsieur le directeur de l'agence régionale de santé Bretagne, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le président du syndicat de l'Eau du Morbihan, Madame le maire de Saint Avé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le 20 JUIN 2017  
Le préfet du Morbihan,



Raymond LE DEUN